

Transylvanie et Macédoine

Christian Rakovsky

Source : « Transylvanien und Mazedonien », *Berner Tagwacht*, n°20, jeudi 25 janvier 1918, p. 5.
Traduction et notes MIA.

Le délégué roumain de Zimmerwald ¹, le camarade Dr. Rakovsky, publie ² sous forme de lettre ouverte adressée à Huysmans la réplique suivante contre le programme de paix du Comité hollando-scandinave ³ :

Je vous écris en ma double qualité de délégué éventuel du parti social-démocrate de Roumanie à la conférence de Stockholm et de membre du Bureau de la Fédération social-démocrate inter-balkanique.

Dans l'introduction de votre programme de paix, vous expliquez que les solutions que vous proposez sont inspirées par l'idée fondamentale que la paix à venir doit être une paix socialiste.

A mon avis, le seul sens à donner à ce point de vue est que les partis socialistes ne peuvent soutenir en aucune façon un programme de paix qui ne rendra pas impossible les guerres futures en éliminant définitivement les causes des guerres elles-mêmes entre États modernes.

Or, je dois constater que si le programme de paix du comité hollando-scandinave serait mis en œuvre, les principales causes de dissensions guerrières n'en persisteraient pas moins et les guerres demeurerait aussi probables à l'avenir qu'elles ne l'ont été dans le passé.

Je ne m'étendrai pas sur la position que vous avez cru devoir prendre sur les questions qui ont contribué à la naissance de cette guerre – comme la question coloniale –, je me limiterai ici aux propositions qui concernent la solution du problème des nationalités, et en particulier à celles qui nous concernent directement, nous, les socialistes roumains et balkaniques.

Nous savons tous parfaitement bien comment les bourgeoisies nationales se sont emparées de ces questions et comment, sous prétexte de construire l'unité nationale, elles ont préparé des conflits et des guerres qui vont dans le sens de leurs intérêts de classe. Nous savons aussi que l'un des principaux

1 Zimmerwald et Kienthal sont les noms des villages suisses où eurent lieu des conférences socialistes internationales contre la guerre, respectivement les 5-8 septembre 1915 et les 24-25 avril 1916. L'objectif de ces conférences, auxquelles participa Rakovsky, était de regrouper les courants socialistes internationalistes et pacifistes européens à la suite du naufrage de la IIe Internationale au début de la Première guerre mondiale, majoritairement dominée par les courants « social-patriotes ».

2 La date exacte de la rédaction de cette lettre ouverte n'est pas précisée. Le « *Manifeste des délégués des pays neutres aux partis de l'Internationale* » qu'elle critique ayant été publié le 24 octobre 1917, il est probable que ce texte fut écrit par Rakovsky en novembre 1917, pendant son séjour à Stockholm.

3 Face à la Révolution russe et à la popularité croissante du mouvement socialiste dissident opposé à la guerre impérialiste, l'exécutif du Bureau socialiste International (BSI) de la Deuxième Internationale décida de réagir par une initiative visant à « couper l'herbe sous le pied » de Zimmerwald. En avril 1917, les membres hollandais du BSI s'installèrent à Stockholm et, ensemble avec des représentants des partis scandinaves, formèrent un « comité hollando-scandinave ». Censé être indépendant et représenter les partis social-démocrates des pays neutres, ce comité était en réalité piloté par le BSI. Huysmans y fut d'ailleurs élu secrétaire et mandaté pour organiser à Stockholm une conférence socialiste internationale. Après avoir adressé un questionnaire à tous les partis socialistes d'Europe, le comité élaborait un « programme de paix » sous forme d'un Manifeste qui ne condamnait nullement la trahison des social-démocrates majoritaires.

prétextes invoqués par ses gouvernants pour entraîner la Roumanie dans la guerre est la question de la Transylvanie, où vivent trois millions et demi de Roumains, jusqu'ici abandonnés à la merci de l'oligarchie agraire hongroise. Mais dans vos propositions de paix, vous ne dites pas un mot sur à ce sujet.

Certes, vous parlez par ailleurs de la nécessité de réunir les districts principalement tchèques en un État fédéral uni à l'Autriche et à la Hongrie. Vous parlez de l'unification des peuples des Slaves du Sud en une seule entité administrative. Mais vous passez sous silence le problème national de la Roumanie. Pour les Roumains de Transylvanie, vous n'envisagez ni un État fédéral, ni une région administrative particulière. Vous n'envisagez même pas l'indépendance culturelle que vous accordez aux parties italiennes du territoire autrichien qui ne seraient pas cédées à l'Italie. Les Roumains de Transylvanie devraient rester pour toujours sous l'emprise des junkers chauvins de Budapest.

Lors de la discussion que j'ai eue avec Huysmans à ce sujet, il a expliqué cette omission par le fait que le parti social-démocrate roumain n'avait pas soumis de mémorandum au Bureau *[socialiste]* international. Il n'en reste pas moins que la question de la Transylvanie est la principale question nationale hongroise et la cause de tant de conflits passés et peut-être futurs, et qu'elle est d'une telle importance qu'il est impossible de l'ignorer dans le cadre de propositions pour une paix « durable ».

Si, dans la question nationale hongroise, on peut ainsi reprocher au comité hollando-scandinave une omission fatale, il y a encore une autre question sur laquelle le comité se trouve non seulement en opposition avec les principes socialistes, mais aussi en contradiction avec les principes démocratiques bourgeois eux-mêmes.

Il s'agit de la question macédonienne. La solution proposée par le comité n'est ni plus ni moins que le partage de ce territoire entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. La Macédoine du Nord et la Macédoine centrale doivent être partagées entre la Bulgarie et la Serbie. Le fleuve Vardar doit marquer la ligne de démarcation et la Macédoine du Sud, c'est-à-dire le district de Salonique, doit être placée sous la souveraineté bulgare-serbo-grecque.

Cette solution a déjà l'inconvénient de ne rien changer à la situation qui prévalait avant le début de la guerre. Elle ne permettra donc pas d'éviter des conflits futurs. Le nationalisme bulgare ne se verra pas privé de son prétexte à l'agitation nationaliste en territoire étranger tant que la majeure partie de la Macédoine et la majorité des villes macédoniennes, qui, selon les Bulgares, sont habitées par des membres de la communauté bulgare, resteront sous domination serbe. De même, ce n'est que sous la contrainte des armes que la Grèce consentira à ce que la région de Salonique, c'est-à-dire un territoire de 20.000 kilomètres carrés, devienne la propriété conjointe de la Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce. Une telle solution, qui devrait être imposée aux peuples contre leur gré, ne peut pas prétendre être « durable ».

Mais il y a encore une objection plus grave à cette solution, c'est qu'elle méconnaît totalement la volonté de la population macédonienne.

Alors que le comité hollandais-scandinave prévoit la consultation de la population dans la question de l'Alsace-Lorraine, ainsi que dans la question du Schleswig-Holstein, où il dit qu'un référendum est la condition préalable à tout changement, on ne parle ni de plébiscite ni de consultation de la population sous quelque forme que ce soit lorsqu'on traite de la question macédonienne. On refuse ainsi aux Macédoniens le droit de disposer d'eux-mêmes.

D'ailleurs, la politique de partition a été combattue de tout temps et avec la plus grande fermeté par les partis socialistes des Balkans. Elle fut y compris d'abord combattue par les socialistes bulgares eux-

mêmes. Ainsi, dans son rapport au Bureau [socialiste] international, le parti bulgare (« Étroit ») ⁴ écrivait déjà en 1913 :

« Il ne fait plus aucun doute que la Macédoine sera partagée par les États balkaniques. Du point de vue du développement national des peuples balkaniques, cela créera une situation encore plus intenable que celle qui prévaut actuellement. »

Mais la division de la Macédoine était également combattue du côté des socialistes serbes. En mai 1913, le camarade serbe Laptchévitch ⁵ fit la déclaration suivante dans la Skoupchtina [Parlement], déclaration qui fut même reproduite par le Bulletin du Bureau socialiste international :

« La péninsule balkanique est un amalgame de peuples, et la division de cette région entre plusieurs États ne peut pas créer une unité nationale. Au contraire, chacun de ces États asservirait une bonne partie des ressortissants d'autres peuples. C'est pourquoi le parti social-démocrate de Serbie combat toute politique visant à diviser les Balkans. »

C'est aussi la raison pour laquelle le même parti protesta contre le traité de Bucarest ⁶ : *« Si la paix de Bucarest est signée »,* expliqua le parti socialiste serbe dans son rapport au Bureau socialiste international, *« cette paix ne sera qu'une paix factice. Si l'on ne crée pas des liens plus étroits, si la fédération républicaine balkanique n'est pas réalisée, nous irons vers de nouvelles guerres. Toutes les dynasties et toutes les bureaucraties et cliques militaires veulent la suprématie, et ces luttes et ces guerres nous épuiseront complètement et nous mèneront à la ruine, de telle sorte que nous serons finalement démembrés par les grandes puissances européennes. »*

Si les socialistes balkaniques s'opposaient ainsi à toute division des Balkans, cela ne signifie pas qu'ils n'avaient pas une solution satisfaisante à cette question. Dans tous leurs congrès inter-balkaniques, ils ont proposé l'autonomie macédonienne dans le cadre d'une fédération républicaine de tous les États balkaniques. Cette proposition est connue de tous les socialistes européens. Elle a été adoptée au Congrès de Bâle ⁷ dans une résolution où il est dit : *« Les socialistes des Balkans ont dressé avec un héroïque courage les revendications d'une Fédération démocratique. Le Congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude »* ⁸

La critique ci-dessus se réfère uniquement au contenu du programme de paix du comité hollando-scandinave. Mais je ne peux pas non plus passer sous silence la question des méthodes avec lesquelles ce programme est censé se réaliser. Le parti social-démocrate roumain a défendu, aussi bien avant l'entrée en guerre de la Roumanie que depuis, l'idée que la paix ne peut être ni établie ni maintenue

4 En 1903, la social-démocratie bulgare se scinda à son Xe congrès en deux ailes ; le Parti social-démocrate et travailliste de Bulgarie (dit « Tesnyasti » ou « socialistes étroits »), dirigé par Blagoev et qui donnera naissance en 1919 au Parti communiste, et le Parti ouvrier social-démocrate bulgare, (appelé « socialistes larges ») d'orientation réformiste et opportuniste, qui adopta une position social-patriote pendant la guerre.

5 Laptchévitch Dragučica (Dragiša Lapčević), (1867-1939) social-démocrate serbe, journaliste et historien. Un des fondateurs du Parti social-démocrate serbe (1903-1918), d'orientation à la fois centriste et opportuniste. Député (1905-1908 et 1912-1919), il a voté contre les crédits de guerre lors des guerres balkaniques de 1912-1913 et au début de la Première Guerre mondiale, prônant une Fédération des Balkans. S'oppose ensuite aux bolcheviques et à la fondation du Parti communiste de Yougoslavie. Aux débuts des années 1920, se retire de la politique. Auteur d'une Histoire du socialisme en Serbie (1922).

6 Traité de paix signé le 30 juillet 1913 et mettant fin à la Seconde guerre balkanique qui avait débuté en juin 1913 et opposé la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie.

7 Le Congrès de Bâle (IXe Congrès de la IIe Internationale) était un congrès socialiste international extraordinaire qui s'est tenu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Le Congrès avait été convoqué pour aborder la question de la lutte contre le danger imminent d'une guerre impérialiste mondiale, dont la menace s'était encore accrue depuis le début de la première guerre des Balkans.

8 *Compte-rendu analytique du Congrès socialiste international extraordinaire tenu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912*, p.35.

que par une lutte de classe prolétarienne menée énergiquement dans tous les pays et contre tous les gouvernements.

Si les partis socialistes des pays belligérants avaient suivi cette tactique dès le début de la guerre, celle-ci aurait été liquidée depuis longtemps et n'aurait pas coûté à l'humanité des sacrifices aussi gigantesques. Je constate avec regret que le comité hollandais-scandinave n'a pas fait preuve de l'insistance nécessaire pour attirer l'attention sur ces conséquences néfastes qui devaient fatalement résulter de la tactique adoptée par la plupart des partis socialistes des pays belligérants. Cela rend illusoire tous les efforts de ce comité pour une paix rapide et démocratique. Sa complaisance à l'égard des partis opportunistes a eu pour conséquence que la conférence de Stockholm qu'il avait prévue n'a pas eu lieu.

Nous sommes donc contraints de constater aujourd'hui que le comité hollando-scandinave n'a pas su unir les forces prolétariennes dans la lutte pour la paix en une action résolue, et cela parce qu'il est lui-même partisan de cette tactique opportuniste.